



## FICHE PROJET

Programme FEDER-FSE+ 2021-2027

Instance de Consultation des Partenaires du : 13/12/2022

**N° Identifiant :** 11430

**Bénéficiaire :** REGION NOUVELLE-AQUITAINE  
HOTEL DE REGION  
14 RUE FRANCOIS DE SOURDIS  
CS 81383  
33000  
BORDEAUX

**Statut juridique :**  
Région

**Intitulé de l'opération :**  
PPSMJ 2022-2024 - Lot n°7 - Métiers du bâtiment - CD Bedenac CHARENTE MARITIME - BATIPRO

**Localisation :**  
17210 Bedenac

### Axe prioritaire :

Axe 4. Une Nouvelle-Aquitaine qui développe son capital humain par la formation et la création d'emploi comme levier de croissance, de compétitivité et de cohésion sociale pour les personnes, les entreprises et les territoires

### Objectifs spécifiques :

4.7 - Promouvoir l'apprentissage tout au long de la vie, notamment les possibilités de renforcement des compétences et de reconversion flexibles pour tous, en tenant compte des compétences entrepreneuriales et numériques, mieux anticiper les changements et les nouvelles exigences en matière de compétences fondées sur les besoins du marché du travail, faciliter les transitions professionnelles et promouvoir la mobilité professionnelle

**Fonds :**  
FSE+

### Descriptif du projet, objectifs poursuivis :

Aux termes de la loi n°2014-288 du 5 mars 2014, relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale, la formation professionnelle des personnes placées sous main de justice relève d'une compétence pleine et entière de la Région. L'article 21 de la loi susmentionnée crée de nouvelles dispositions dans le code du travail qui dispose depuis le 1er janvier 2015, dans l'article L.6121-2 que "la Région exerce, dans le cadre du service public régional de la formation professionnelle, les missions spécifiques suivantes :(...) elle finance et organise la formation professionnelle des personnes placées sous main de justice. Une convention conclue avec l'Etat précise les conditions de fonctionnement du service public régional de la formation professionnelle au sein des établissements pénitentiaires". Cette compétence s'étend désormais à tous les établissements en gestion publique ou déléguée à compter du 1er janvier 2016.

Deux marchés se sont depuis succédés pour proposer aux Personnes Placées Sous Main de Justice (PPSMJ) dans les 20 établissements pénitentiaires des formations majoritairement certifiantes, rattachées à des secteurs d'activités porteurs d'emploi : bâtiment, restauration, services... L'offre de formation s'est ainsi étoffée et enrichie au cours de ces dernières années.

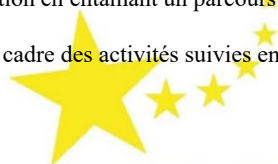
Forte de son expérience de développement des formations pour les PPSMJ, la Région Nouvelle-Aquitaine a mené, en étroite collaboration avec la Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires (DISP) de Bordeaux, les établissements pénitentiaires et les Services Pénitentiaires d'Insertion et de Probation (SPIP) un travail important d'analyse des actions en cours et des besoins. Celui-ci a permis de dégager des axes de progrès à partir du programme 2019-2021. Ce dernier constitue en effet une offre cohérente en termes de formations dispensées et de certifications visées, en lien avec la typologie du public, les contraintes des établissements pénitentiaires et les besoins d'emploi identifiés dans les territoires. Il s'articule en outre avec les formations dispensées dans le cadre de l'Habilitation de Service Public « premier niveau de qualification ».

La formation « Métiers du bâtiment » - dispensée par BATIPRO au Centre de Détention de Bedenac CHARENTE MARITIME s'inscrit dans cette démarche.

Le Programme de formation professionnelle en milieu pénitentiaire contribue à l'objectif de réinsertion des personnes détenues. Il a pour but d'élever leur

niveau de qualification ou de leur permettre d'accéder à une première qualification en entamant un parcours de formation pré qualifiante et qualifiante et de

valider les compétences acquises dans leurs expériences antérieures ou dans le cadre des activités suivies en détention. Le





## Programme de Formation

Professionnelle des personnes sous-main de justice au sein des établissements pénitentiaires concourt, entre autres, à prévenir la récidive.

L'action vise à qualifier les personnes incarcérées dans le centre de détention de Bedenac sur le TP Agent de Maintenance des Bâtiments et/ou d'obtenir une certification partielle. Elle concerne les hommes et femmes incarcérés.

L'action se déroulera du 16/12/2021 au 31/12/2024 et sera assurée par l'organisme de formation BATIPRO.

L'organisme de formation estime à 16 le nombre de stagiaires visés par la présente action de formation.

Au total, ce sont 2 sessions de formation qui seront dispensées au cours de cette opération. Chaque session sera composée de 10 modules de formation.

Les modules sont les suivants :

1. Accueil : Évaluation des acquis, Adaptation du parcours et élaboration d'objectifs pédagogiques personnalisés, Aspects techniques du métier, Comprendre la mise en oeuvre de manière générale
2. Remise à niveau : Remise à niveau si nécessaire en géométrie (la durée dépendra du niveau du candidat)
3. Assurer la maintenance courante des aménagements intérieurs d'un bâtiment
4. Assurer la maintenance courante de l'installation et des équipements électriques d'un bâtiment
5. Assurer la maintenance courante de l'installation et des équipements thermiques et sanitaires d'un bâtiment
6. Développement durable : Sensibilisation au développement durable qui sera un module transversal abordé en permanence, L'éco construction et les matériaux écologiques (enduits, chanvre, ITE...), Le bâtiment dans son ensemble, Tri des déchets
7. Communication professionnelle : Le savoir être en entreprise, Techniques de recherche d'emploi et accompagnement à l'insertion professionnelle, Formaliser et analyser les compétences lors de son parcours de vie, Maîtriser méthodes et outils de la recherche d'emploi, Élaborer et planifier un parcours vers l'emploi
8. Sensibilisation PRAP : Gestes et postures dans le secteur du bâtiment, Connaître les règles de sécurité et de protection, Prévention des risques
9. Habilitation H0B0 : Notions élémentaires d'électricité, Appareillage de sectionnement, commande et protection, Opérations sur tout ou partie d'un ouvrage électrique, Incidents et accidents sur les ouvrages électriques, Travaux d'ordre non électrique
10. Session d'examen : Valider le titre professionnel ou valider 1 ou plusieurs CCP

Modalités pédagogiques : méthodes actives, alternance entre théorie et pratique, mise en situation en box sur le plateau technique

Modalités de validation proposées : Validation totale ou partielle du TP AMB

La certification se fera sur le plateau technique ainsi que dans la salle de formation.

Plan de financement proposé à l'ICP 13/12/2022 :

### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL – Base

#### Dépenses :

Dépenses prévisionnelles	Montant en €
Prestations de services - Prestations externes	124 200,00 €
<b>TOTAL DEPENSES</b>	<b>124 200,00 €</b>

#### Ressources :

Type de financement	Taux de financement	Montant de l'Aide en €
Fonds Européens - FSE+	60.00%	74 520,00 €
Autofinancement public - AUTOFINANCEMENT PUBLIC	40.00%	49 680,00 €
<b>TOTAL RESSOURCES</b>	<b>100 %</b>	<b>124 200,00 €</b>

#### Avis de l'autorité de gestion :

Favorable : opération considérée éligible à la programmation

Le Pôle Formation et Emploi de la Région Nouvelle-Aquitaine a sollicité une demande d'aide européenne sur les crédits de l'axe 4 du Programme Nouvelle-Aquitaine FEDER-FSE+ 2021-2027 " Une Nouvelle-Aquitaine qui développe son capital humain par la formation et la création d'emploi comme levier de croissance, de compétitivité et de cohésion sociale pour les personnes, les entreprises et les territoires".

Cette opération "PPSMJ 2022-2024 - Lot n°7 - Métiers du bâtiment - CD Bedenac CHARENTE MARITIME" est assurée par BATIPRO.





Ce projet s'intègre parfaitement à l'objectif spécifique 4.7 - " Promouvoir l'apprentissage tout au long de la vie, notamment les possibilités de renforcement des compétences et de reconversion flexibles pour tous, en tenant compte des compétences entrepreneuriales et numériques, mieux anticiper les changements et les nouvelles exigences en matière de compétences fondées sur les besoins du marché du travail, faciliter les transitions professionnelles et promouvoir la mobilité professionnelle" - du Programme Nouvelle-Aquitaine FEDER- FSE + 2021-2027 .

Cette opération s'inscrit dans la volonté commune de prise en compte globale des questions de prévention de la délinquance et de prévention de la récidive et permet de garantir par une pédagogie adaptée, l'accès à la qualification au même titre que dans le droit commun.

Le coût total éligible s'élève à 124 200,00 euros TTC, le montant FSE s'élève à 74 520,00 euros TTC, le taux d'intervention du FSE est de 60%.

Un avis favorable est émis au titre d'un cofinancement FSE+ dans les conditions mentionnées.

